

Notes bibliographiques

Volume 54, numéro 1, janvier–mars 1978

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/800769ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/800769ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

(1978). Compte rendu de [Notes bibliographiques]. *L'Actualité économique*, 54(1), 133–142. <https://doi.org/10.7202/800769ar>

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Les relations du travail dans la construction au Québec. Première partie : **Régime des relations du travail**, par GÉRARD HÉBERT, CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA, Ottawa, 1977, 206 pages.

Tout en reconnaissant que la centralisation a apporté des améliorations remarquables dans les conditions de travail à la grandeur de la province, l'auteur n'en croit pas moins que l'uniformisation et la réglementation caractéristiques du régime des décrets dans l'industrie de la construction au Québec ont causé de multiples inconvénients. Ainsi, la centralisation des

relations de travail aurait créé une situation proche du conflit permanent. Par ailleurs, les pressions vers une centralisation accrue se sont accompagnées d'une intervention gouvernementale de plus en plus étendue et fréquente. Depuis l'instauration de la négociation provinciale en 1970, aucune ronde de négociation, sauf peut-être celle de 1976, ne s'est terminée par la signature normale d'une convention collective par les parties. Enfin, l'auteur doute également que la Commission Cliche ait réussi à réformer vraiment la pratique et les mentalités dans l'exercice de la liberté syndicale bien que des progrès notables aient été accomplis.

La mécanique du circuit économique, Macroéconomie élémentaire I, par ANDRÉ CHAINEAU. Collection « l'Economiste », PUF, Paris, 1977, 224 pages.

Le volume présente les agents du circuit économique, analyse leurs fonctions et établit l'interdépendance de leurs relations économiques. Cette interdépendance se situe à plusieurs niveaux. Ainsi, il faut que les services productifs des ménages et les ressources naturelles qu'ils possèdent soient utilisés par les entreprises pour produire les biens de consommation demandés et les biens de production nécessaires. D'autre part, les entreprises doivent obtenir des ménages les ressources d'autofinancement et emprunter ce dont elles ont besoin pour financer leur accumulation de capital technique. Enfin, les entreprises qui recourent aux prêts des banques provoquent une création monétaire dont l'essentiel doit être détenu en caisse par les ménages.

Comme l'objet de l'étude est l'ensemble des mécanismes de fonctionnement du circuit économique, l'auteur adopte une démarche par étapes successives. Ainsi, après la présentation d'une économie élémentaire caractérisée par la consommation par les ménages des biens produits par les entreprises, la prise en considération de l'accumulation des agents économiques complique le réseau des relations entre ménages et entreprises et introduit de nouveaux acteurs : marché financier, organismes collecteurs d'épargne et système bancaire.

La mécanique de l'équilibre économique, Macroéconomie élémentaire II, par ANDRÉ CHAINEAU. Collection « l'Economiste », PUF, Paris, 1977, 137 pages.

L'interdépendance des ménages et des entreprises dans le circuit économique est rappelée au début du volume par la matrice des transactions dans laquelle chaque terme est, simultanément, dépenses pour les ménages (entreprises) et recettes pour les entreprises (ménages). L'objet de ce volume est d'analyser cette interdépendance. La seule constatation comptable de celle-ci apprend deux choses. La première est que l'équilibre des flux économiques est une nécessité logique. Le deuxième enseignement est que la non-réalisation d'un plan espéré signifie non seulement l'absence de l'équilibre

économique idéal mais également la remise en cause de celui qui a été réalisé et qui ne peut être que transitoire.

Enfin, le circuit ne connaît jamais une position d'équilibre idéale et ne connaît que des positions d'équilibre éphémères et plus ou moins mauvaises. Il importe donc qu'un agent économique intervienne pour que la conjoncture vécue soit aussi bonne que possible. C'est l'Etat qui remplit cette fonction de stabilisateur, de régulation, lorsqu'elle est nécessaire.

Perspectives démographiques pour les régions administratives et les grands périmètres urbains du Québec, 1971-1981-1986. Résultats détaillés, BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, SERVICE DE LA DÉMOGRAPHIE ET DU RECENSEMENT, Québec, 2e trimestre 1976.

Ce volume est le dernier-né d'une série de sept préparée par le BSQ et portant sur les perspectives démographiques du Québec. Cette dernière tranche que nous livre le BSQ traite simultanément le couple régions-périmètres urbains. Les perspectives sont présentées sur une base très détaillée, années d'âge et bonds d'un an, de façon à ce qu'elles puissent se prêter à toutes les manipulations possibles en aval. Basés sur une hypothèse relativement moyenne et conservatrice et produits pour des horizons relativement rapprochés, les résultats ne réservent pas de surprise particulière. Au niveau régional, la poursuite des tendances passées n'entraîne aucune variation sensible dans la hiérarchie des peuplements régionaux. Les disparités enregistrées antérieurement persistent et le « dessin » de base de l'occupation humaine du territoire ne s'en trouve pas profondément modifié.

Au niveau urbain, les résultats enregistrent une tendance à l'accentuation de la concentration spatiale des effectifs, tendance qui se manifeste notamment par un mouvement de capillarité démographique vers le niveau supérieur de l'armature urbaine.

Economics, A Biannual Collection of Recent German Contribution to the Field of Economic Science. Volume 16. A series issued in the SERVICE OF SCIENTIFIC CO-OPERATION, Federal Republic of Germany, 1977.

Le volume renferme une série d'articles économiques récents de divers auteurs allemands. Le premier touche la réforme du système monétaire international et tente de décrire quelques caractéristiques de base des diverses approches suggérées à date. Le second propose l'intégration dans la division internationale du travail comme stratégie de développement. Le volume présente ensuite une analyse coûts-bénéfices pour des projets de construction routière dans les pays en voie de développement, un article portant sur les théories de la croissance régionale et les stratégies de développement, des suggestions pour une nouvelle approche à la planification des projets de développement agricole et, enfin, un article sur la contribution des con-

ventions de Yaoundé et Lomé à l'intégration des Etats africains au commerce international.

Participation et négociation collective. DÉPARTEMENT DES RELATIONS INDUSTRIELLES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL, Québec, 1977, 145 pages.

Le titre du volume recouvre les thèmes du 32e Congrès annuel du Département des Relations industrielles de l'Université Laval. Il s'agit du volume recueillant les textes des différents conférenciers invités. Laurent Bélanger indique en introduction la complexité du phénomène de la participation et explique le choix des organisateurs de faire porter sur la seule participation à la gestion, les travaux du congrès. Les conférenciers se sont d'abord interrogés sur la notion même de participation ainsi que sur la signification des expériences européennes en la matière et sur les leçons que les nord-américains peuvent en tirer. Quelques expériences québécoises ont été également évoquées et, en plus d'en proposer un bilan provisoire, les conférenciers ont tenté d'en évaluer la viabilité. D'autres ont examiné les aspects juridiques de la participation à la gestion et sa compatibilité avec les mécanismes institutionnalisés de négociation collective. Enfin, la plupart des conférenciers ont noté qu'on était loin d'avoir épuisé les ressources des mécanismes de négociation collective, qui est elle-même une forme indirecte de participation. De plus, plusieurs ont rappelé que la participation ne s'impose pas et qu'en voulant l'instaurer il fallait tenir compte d'un certain nombre de contraintes socio-politiques, telles le niveau d'information des travailleurs, la réceptivité des mentalités, la possibilité d'obtenir des supports institutionnels, etc.

Mesure et structure de la population inactive, par JEAN-PAUL COURTHÉOUX. CENTRE DE RECHERCHE D'URBANISME, Paris, 1977.

Cet ouvrage s'intéresse aux frontières de l'inactivité, à la notion même d'inactivité selon la coutume statistique française, comparée à celle de divers autres pays. Il apparaît au niveau des critères théoriques que l'inactivité, en France, est subjective dans la mesure où elle dépend de la déclaration même des intéressés et relative en ce qu'elle ne se rapporte qu'à des fonctions professionnelles. Cependant, quelle que soit la précision des critères, des situations d'incertitude apparaissent au niveau de l'observation statistique qui tiennent aux phénomènes d'inactivités restreintes (partielles, momentanées, précaires) et fictives (contestées, déguisées, etc.). Malgré cette imprécision de la distinction entre actifs et inactifs, les recensements démographiques permettent de mesurer avec une approximation suffisante l'inactivité consciente expressément déclarée, cependant que les enquêtes sur l'emploi permettent d'en déduire l'inactivité subconsciente implicitement admise par les « marginaux » qui, tout en affirmant ne pas exercer de profession, reconnaissent cependant avoir quelque peu travaillé.

Lectures on the Theory of Production, par LUIGI L. PASINETTI. COLUMBIA UNIVERSITY PRESS, New-York, 1977.

La théorie de la production a été à la base de la théorie économique néoclassique mais l'avènement des théories de l'utilité marginale et des échanges dans un marché compétitif lui ont fait perdre la place prépondérante qu'elle occupait. Cependant, les travaux récents de Wassily Leontief et Piero Sraffa ont quelque peu contribué à un début de réhabilitation de la théorie de la production.

Ce volume est une contribution à cette approche s'adressant à des étudiants au niveau des études supérieures. Il expose en détail l'analyse intransférable de Leontief et le modèle de production de Sraffa. Le problème du choix des techniques est alors discuté et les implications pour la théorie traditionnelle du capital sont présentées.

Egalement, l'auteur examine les relations avec le « problème de transformation » de Marx et la programmation linéaire. Finalement, il présente une introduction aux modèles de production dynamique.

La dynamique à court terme du marché du travail au Canada, par FRANK T. DENTON, C.H. FEAVER, A.L. ROBB. CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA, Ottawa, 1976, 103 pages.

Sur la base de données relatives à l'année 1972, les auteurs constatent que les mouvements bruts qui se produisent sur le marché du travail intéressent un nombre beaucoup plus considérable de personnes que la faiblesse des mouvements nets pourrait le laisser croire. En considérant un mois d'activité normale au cours de 1972, ils constatent que la variation nette de l'emploi, à l'exclusion de facteurs externes tels que les variations dues aux décès et à l'apport de l'immigration nette, s'est traduite par une augmentation de 2,000 du nombre de personnes employées. Or, ce modeste accroissement est le résultat net de mouvements bruts beaucoup plus considérables : 356,000 personnes ont trouvé du travail alors que 354,000 personnes sont tombées en chômage ou se sont retirées de la population active. En tenant compte des facteurs externes et du nombre de travailleurs qui passent directement d'un emploi à l'autre sans devenir chômeurs et sans sortir de la main-d'œuvre, ces mouvements sont encore plus considérables.

Comparant l'amplitude de ces flux et celle des variations de stocks, les auteurs concluent que l'étude traditionnelle des variations de stocks est insuffisante pour appréhender les réalités concrètes du marché du travail. Le principal objectif de leur étude est donc d'établir un schéma d'analyse fondée sur l'évolution des flux afin d'étudier le fonctionnement à court terme du marché du travail. Ainsi, ce schéma d'analyse permet de montrer que si les hommes et les femmes réagissent généralement de la même façon aux fluctuations du chômage, le phénomène du « chômeur découragé » affecte les hommes davantage que les femmes.

Gestion du risque de change et mouvements de capitaux, par GILLES NANCY. *ECONOMICA*, Collection « Monnaie et Finance », Paris, 1977, 206 pages.

L'auteur se demande s'il est possible, en partant des transactions commerciales, de concevoir un modèle d'une gestion optimale du risque de change. Placé devant un aléa subjectif qui dépend de ses connaissances et non d'éléments objectifs exogènes, le problème d'appréciation du risque tenant à la valeur future des monnaies, ne peut être traité qu'en termes combinatoires. Il s'agit de l'opérateur commercial d'obtenir sur son change le minimum de risque pour un coût ou un rendement donnés. L'auteur parvient ici, en s'inspirant de la théorie du portefeuille de Markowitz et Tobin, à montrer quels pourraient être les éléments d'une stratégie rationnelle des choix cambiaux. Pour ce faire, il construit un système de formation des anticipations reposant sur les cours à terme ; en utilisant ensuite les résultats d'une enquête du Laboratoire d'Analyse et de Recherche économique de l'Université de Bordeaux, il révèle toute la distance qui peut exister entre ces stratégies optimales et la dure réalité quotidienne des opérations d'assurance contre le risque de change souvent encore mal intégrées à la stratégie générale des entreprises.

La modernisation politique du Québec. En collaboration, sous la direction de EDMOND ORBAN. LES ÉDITIONS DU BORÉAL EXPRESS, Québec, 1976, 249 pages.

Le livre réunit une série de textes sous le thème « des processus par lesquels les institutions chargées de distribuer le pouvoir s'adaptent, s'améliorent, se développent, pour satisfaire les besoins et les demandes résultant de changements sociaux. »

Dans le premier article, G. Bernier critique les théories du développement politique et suggère une approche englobant certains éléments de la modernisation politique, tout en mettant l'accent sur le rôle des facteurs exogènes. Ici, il débouche sur le concept de dépendance. Dans l'article suivant, S. Ryerson va dans la même direction en soulignant la gravité du déséquilibre des forces en présence au Québec.

Les autres articles s'attachent à des aspects plus particuliers, à première vue, la modernisation politique : R. Boily (partis politiques), J.I. Gow (administration publique), C. Morin (relations intergouvernementales), G. Bourassa (mécanismes de participation).

Finalement, l'article de G. Bouthilier sur la langue française constitue un test capital pour la modernisation politique du Québec. Faute de la réussir, le Québec perdrait ce qui a assuré jusqu'ici un des éléments essentiels de son identité. Identité menacée et renforcée tour à tour par certains effets de la modernisation.

Government Support of Scientific Research and Development : an Economic Analysis, par D.G. Mc FETRIDGE. ONTARIO ECONOMIC COUNCIL, Toronto, 1977, 96 pages.

Le livre examine le rôle des gouvernements dans l'allocation des ressources à la recherche scientifique et au développement dans l'industrie. Posant l'hypothèse que l'intervention gouvernementale peut être justifiée seulement si elle accroît l'efficacité économique, les auteurs comparent les avantages de diverses formes d'intervention telles que l'extension des droits d'auteur aux découvertes scientifiques, les subventions de R & D, etc. Mettant l'accent sur les conditions d'octroi des subventions, ils considèrent aussi les effets de mesures telles que la discrimination entre les candidats, étrangers ou non, la restriction au Canada seulement de l'exploitation des résultats de la recherche, de même que l'importance des subventions à octroyer.

Par ailleurs, une analyse du système de subventions actuel permet de montrer que la probabilité de recevoir une subvention au Canada ne varie pas d'année en année, qu'elle est plus forte pour une firme étrangère, qu'elle n'est pas influencée par le budget de R & D de l'année précédente, qu'elle s'accroît avec la taille de la firme et atteint son maximum pour des ventes de \$280 millions, et qu'elle est plus élevée pour les entreprises dont le siège social est situé au Québec.

La détermination des variations de salaire, par J.C.R. ROWLEY et D.A. WILTON, CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA, Ottawa, 1977, 189 pages.

A l'encontre de nombreux chercheurs qui ont accepté la validité de la relation d'arbitrage entre le chômage et l'inflation, les auteurs soutiennent que rien ne permet de supposer que l'on peut modérer la hausse des salaires en laissant s'accroître le taux de chômage. Après avoir examiné plusieurs études traitant de la question, ils soulignent leurs lacunes et leurs faiblesses.

Ainsi, ils notent qu'une faiblesse importante de ces études est de ne pas tenir compte des accords salariaux à long terme devenus très fréquents dans l'industrie manufacturière au Canada. Ils concluent donc que les méthodes de recherche traditionnelles doivent être profondément modifiées, non seulement en ce qui touche l'utilisation des données mais aussi de façon à permettre une analyse plus complète des facteurs qui influent sur la détermination des salaires. Comme premier pas dans cette voie, ils présentent de nouvelles estimations qui tiennent compte de l'impact des accords salariaux à long terme et qui se fondent sur des données de 1,600 d'entre eux qui ont été négociés dans l'industrie de 1955 à 1968. Selon eux, c'est seulement après avoir rejeté le modèle simple de l'arbitrage que les économistes pourront améliorer l'état actuel des connaissances et en arriver à une compréhension plus réaliste des rapports entre le taux d'inflation des salaires et le niveau du chômage.

Day Care and Public Policy in Ontario, par MICHAEL KRASHINSKY. ONTARIO ECONOMIC COUNCIL, UNIVERSITY OF TORONTO PRESS, novembre 1977.

Selon l'auteur, la pleine déduction des frais de garde d'enfants du revenu imposable des femmes sur le marché du travail serait moins coûteuse que l'actuel programme de subventions directes aux garderies existant en Ontario. La politique actuelle « encourage l'entrée sur le marché du travail des femmes dont le travail est inefficace », dans le sens où les gains peuvent être plus qu'annulés par les accroissements dans les frais de garde d'enfants et la production perdue au foyer.

L'auteur estime que si l'on doit poursuivre les programmes actuels il serait préférable de subventionner partiellement les programmes enrichis pour les enfants d'âge pré-scolaire. Ainsi, les parents auraient une plus grande liberté de choix quant à leur éventuelle entrée sur le marché du travail. L'auteur observe que les programmes actuels incitent à utiliser les types de soins les plus dispendieux alors que les parents préfèrent souvent confier la garde de leurs enfants à des parents ou des amis non rémunérés. Il conclut que si les fonds actuellement utilisés pour la garde des enfants étaient retournés aux parents sur le marché du travail, les familles dans l'ensemble pourraient bénéficier d'un bien-être accru.

Les marchés d'exportation et les coopératives du Québec, par MARC MILLETTE. Collection « Dossiers sur les coopératives », UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE, 1976, 190 pages.

Ce volume a pour objet d'analyser l'un des aspects majeurs du commerce international coopératif du Québec, à savoir les explorations internationales du secteur coopératif de la production, qu'elles soient réalisées auprès d'entreprises étrangères capitalistes, coopératives ou publiques. Ainsi, la Coopérative Fédérée de Québec et la Fédération des Pêcheurs-Unis du Québec ont des activités considérables sur les marchés internationaux. Cependant, beaucoup d'autres coopératives de distribution et de production sont également engagées dans des relations commerciales internationales. Les opérations internationales de ces coopératives, quoique marginales si l'on considère leur poids dans la balance commerciale du Québec, sont loin d'être négligeables pour ces entreprises elles-mêmes et elles sont appelées à se développer, à la condition toutefois « d'envisager une manière coopérative d'assumer la réalisation de leurs ventes internationales ». Enfin, l'auteur propose la création au Québec d'un organisme intercoopératif dont la principale mission serait de faciliter la pénétration de nos produits coopératifs québécois sur les marchés internationaux.

Aspects régionaux de l'évolution de l'emploi au Canada, par FERNAND MARTIN. CONSEIL ECONOMIQUE DU CANADA, Ottawa, 1975, 114 pages.

L'objectif de l'étude est de décrire et d'évaluer les performances des diverses régions dans leur participation aux changements structurels de l'emploi au Canada durant la période. L'étude peut également être considérée comme une source de données sur l'emploi des différentes régions pour les années 1961 et 1970 ; y apparaissent en effet, pour différents niveaux de désagrégation et sous des formes variées, des mesures telles que la variation relative nette, l'indice de spécialisation, l'indice de localisation, les quotients de localisation et la contribution de la spécialisation historique des différentes régions à la variation relative nette de l'emploi. Finalement, la principale technique utilisée au cours de l'étude est la méthode d'analyse « régionale-structurale ». Une annexe expose ses principales caractéristiques et lui apporte certains raffinements.

Commerce extérieur et développement économique de l'Europe au XIXe siècle, par PAUL BAIROCH. ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES, Mouton, Paris, 1976, 355 pages.

Comme l'indique le titre de l'étude, c'est l'ensemble du problème du commerce extérieur et du développement de l'Europe au XIXe siècle que l'auteur aborde dans ce volume. L'étude est partagée en deux parties complémentaires mais distinctes. La première cherche à l'aide d'une étude et d'une reconstitution des divers grands agrégats à tirer des conclusions préliminaires que la seconde partie permettra de confirmer. L'auteur confronte les évolutions du commerce extérieur (valeur et volume) et des phases de politique douanière à celles notamment de la croissance et de l'industrialisation et dégage certaines conclusions très nettes. Par exemple, la politique de libéralisation des échanges et notamment la libéralisation des importations de produits alimentaires pratiquée par le Royaume-Uni à partir de 1846, a été un succès économique indéniable et très substantiel. Par la suite, il essaie de tirer des implications pour les problèmes contemporains. Finalement, l'auteur prend bien garde de ne pas laisser croire que le commerce extérieur est le seul facteur susceptible d'expliquer les grandes tendances de l'histoire économique.

Tariff and Science Policies : Applications of a Model of Nationalism, par D.J. DALY et S. GLOBERMAN. ONTARIO ECONOMIC COUNCIL RESEARCH STUDIES, UNIVERSITY OF TORONTO PRESS, 1976, 125 pages.

Les auteurs appliquent la théorie économique du nationalisme d'Albert Breton et Harry Johnson à la politique douanière et à la politique scientifique du Canada. De façon générale, l'analyse indique que les politiques de

nationalisme accroissent les prix que doivent payer les consommateurs et réduisent les revenus réels des travailleurs urbains.

L'analyse spécifique des tarifs suggère que la politique commerciale actuelle a des effets néfastes sur la productivité des entreprises canadiennes. A cet effet, les auteurs effectuent un rapprochement avec l'étude des frères Wonnacott et constatent que les conclusions convergent. Quant aux effets des tarifs sur le revenu national, ils s'attachent particulièrement à leur incidence sur sa distribution. Ainsi, le coût des tarifs est supporté par les consommateurs et les travailleurs urbains, le bénéficiaire potentiel étant le facteur de production rare au Canada. Or, ce dernier s'avère être les cadres.

Le deuxième aspect étudié, celui de la politique scientifique, dégage des conclusions similaires. Ainsi, la politique actuelle cherche à créer de nouveaux emplois pour la main-d'œuvre scientifique du Canada. Elle met l'accent sur les développements autochtones au lieu de stimuler la diffusion des nouveaux produits et techniques. Cette politique influence négativement le taux de changement technologique et comporte des implications du même ordre pour le revenu national. Les auteurs concluent qu'une réduction des barrières tarifaires est souhaitable au Canada et qu'elle permettrait de réduire les écarts de revenus entre le Québec, l'Ontario et les régions adjacentes des Etats-Unis.

Les politiques de financement de la balance des paiements et les réserves de change, par YANNICK MARQUET. *ECONOMICA*, Collection « Monnaie et Finance », Paris, 1977, 288 pages.

L'ouvrage porte sur le financement des balances des paiements. Selon l'auteur une balance des paiements ne doit pas être équilibrée nécessairement et à n'importe quel niveau de coût social. Il n'est pas souhaitable que la collectivité cherche à propensionner à chaque instant les dépenses ou recettes en provenance de l'étranger. Le vouloir systématique peut s'avérer trop coûteux en termes de niveau d'emploi ou de rehaussement de la protection du marché domestique. Il s'agit, dès lors, d'assurer de la façon qui convient la mobilisation des ressources de financement qui permettront souvent d'étaler dans le temps l'effacement du déséquilibre original.

Selon l'auteur, l'importance est de bien voir que ce problème de financement se pose dans une optique inter-temporelle car il n'y a pas coïncidence parfaite entre la période des dépenses à l'extérieur et celle des recettes. Ainsi, un pays peut accepter un déficit aujourd'hui s'il est financé grâce aux surplus passés ou, à l'inverse, admettre un excédent s'il doit servir par la suite à financer un déficit éventuel.